

Mardis des blouses blanches, infirmières en colère, santé en lutte...

Comme nous l'écrivions sur notre page Facebook début juin, votre colère, notre colère, monte. Et elle est légitime ! Depuis plusieurs années nous dénonçons les dérives de la politique de santé et ses impacts sur les infirmiers, les patients, leurs proches et la population en général.

Avant les élections, nous avons averti les candidats de ce qui allait arriver et leur avons transmis vos/nos revendications principales. Avec nos collègues de l'UGIB, nous nous sentions un peu seuls en période pré-électorale dans la défense de cette position ; nous sommes donc contents de voir que de plus en plus d'infirmiers s'expriment publiquement et nous souhaitons leur dire notre soutien et notre solidarité.

Nous espérons que les infirmiers et aides-soignants seront entendus par les gouvernements en formation, qui ont la possibilité de se positionner en faveur de l'attractivité de la profession et du financement de conditions de travail décentes. Nous souhaitons également que ce mouvement ne soit pas récupéré, comme cela a déjà été le cas par le passé, par des groupes militant pour une diminution des exi-

gences de formation des soignants ou pour une dilution de nouveaux budgets sur des catégories de personnel n'étant pas dans les mêmes difficultés que les soignants. Nous voulons plus de personnel soignant, bien formé, professionnellement considéré, et correctement payé. Nous plaçons aussi pour l'établissement de conditions de travail humainement plus acceptables.

Nous savons que dans le cadre de la formation des gouvernements régionaux certaines ambitions pour la santé se décident, en partie sur base des revendications récurrentes du secteur de la santé. Mais il faut savoir que la majorité des compétences dans le domaine de la santé en Belgique (financement des soins et des institutions, réglementation des professions de santé) se trouvent au niveau fédéral, or à ce niveau là les discussions pour former un gouvernement ne sont qu'embryonnaires, on n'y parle donc pas encore concrètement de la santé.

C'est pourquoi il nous semble important que les praticiens de l'art infirmier continuent à se faire entendre lors des mouvements en cours et à mettre



en avant les problèmes, et solutions, qu'ils clament depuis longtemps.

Certains membres nous demandent pourquoi nous n'organisons pas ou ne coordonnons pas ces mouvements nous-mêmes. Il y a plusieurs raisons :

- Nous sommes déjà un/en mouvement, depuis 1924, menant des actions pour faire évoluer la profession infirmière, son image, ses compétences... nous n'aimons pas que notre mouvement soit récupéré par des politiques ou un syndicat, donc nous ne récupérerons pas non plus les mouvements menés par d'autres, c'est une question de diplomatie.
- Contrairement aux syndicats, nous ne sommes pas immunisés en Responsabilité Civile pour des faits qui se dérouleraient lors d'actions de protestation sur la voie publique organisées par nous-mêmes – nous pourrions courir le risque (même si il est faible) de devoir assumer financièrement nous-mêmes tout débordement ou dégâts causés à des tiers, ce dont nous n'avons pas les moyens.
- Nous sommes toujours partant pour construire avec d'autres (même les syndicats si il le faut) des argumentaires ou des points à négocier à divers endroits. Mais les mouvements de protestations actuels sont très spontanés, peu coordonnés, et aucun des organisateurs n'a pris la peine de nous interroger pour « construire » avec nous. Ca n'enlève rien à leur légitimité, mais ce n'est pas notre manière habituelle de travailler, nous voulons avoir notre mot à dire sur quelles revendications mettre en avant ou pas.

- Nous pensons que tout le secteur de la santé est effectivement sous pression et en souffrance et mériteraient plus d'attention et de moyens des autorités. Mais si les moyens financiers sont limités pour répondre aux problèmes, s'il faut faire des choix difficiles (imaginons par exemple que le prochain gouvernement fédéral n'aurait qu'une croissance de 100 millions d'euros annuels à injecter dans le budget de la santé), nous estimons que ces moyens limités soit totalement injecté dans les conditions de travail des praticiens de l'art infirmier. Car ils représentent la force essentielle de délivrance des soins, et car il n'y a quasi que dans cette discipline de santé qu'on va vers une réelle pénurie due à l'abandon (total ou partiel) de la profession même par des jeunes après quelques années de travail. Et sur ce dernier point, nous ne sommes pas du tout certains que tous les mouvements actuels sont bien d'accord avec nous.

Nous sommes donc pleinement solidaires avec les collègues qui participent aux diverses actions de protestation, nous leur demandons de porter des messages professionnels, et d'essayer de défendre les priorités que nous connaissons tous pour nos professions : plus de personnel soignant, bien formé, professionnellement considéré, correctement payé, et des conditions de travail humaine-ment plus acceptables

Le Comité de rédaction.